EDITORIAL

NEWS

Des lycéen·nes et des étudiant·es occupent la place de la République, à Paris. Le gouvernement leur répond par le mépris.



PHOTO : LÉO-PAUL HOFFMANN

MOUVEMENT SOCIAL EN FRANCE

Cruel et obscène !

Fabien Grasser

Pour tenter d'éteindre la contestation sociale qu'il réprime brutalement depuis des semaines, le gouvernement français concède des miettes aux salarié·es et joue l'enfumage face aux lycéen·nes. Pour Macron, l'essentiel est de maintenir le cap de sa politique en faveur des ultrariches.

« Cinq balles et même pas un Mars » : c'est une Sophie Binet fumasse qui quitte Matignon, ce lundi 9 novembre. Pour la secrétaire générale de la CGT, tout comme pour les autres syndicats et pour l'opposition de gauche, le compte n'y est pas. Face à la contestation sociale qui secoue la France depuis des semaines, le premier ministre, Sébastien Lecornu, consent un peu moins de 25 euros d'augmentation mensuelle du smic, le salaire minimum. Et encore, sur cette somme ridiculement basse, 18 euros relèvent de la revalorisation automatique liée à l'inflation. Le « coup de pouce » atteint donc à peine 7 euros. Les syndicats réclament une hausse de 100 à 150 euros mensuels au vu de la flambée du coût de la vie. Ils appellent donc à une nouvelle mobilisation dans la rue le 17 novembre, à l'exception de la CFDT, qui veut donner sa chance aux négociations de branche. Un lâchage dont la centrale proche du PS est coutumière. Le patronat, pour sa part, surjoue l'indignation, affirmant que 7 euros de revalorisation menacent la survie des entreprises, même si leur profitabilité n'a pas baissé ces dernières années, assurant des gains de plus en plus confortables aux actionnaires, au détriment du pouvoir d'achat, de l'emploi et de l'innovation.

Le lendemain de ce rendez-vous, ce sont les syndicats lycéens et une majorité de parlementaires qui claquent la porte d'une réunion à Matignon, censée poser les bases d'une réforme de Parcoursup. La suppression de cette plateforme algorithmique d'orientation post-bac est l'une des principales revendications lycéennes en raison de son fonctionnement opaque, qui favorise la sélectivité sociale. En cause, la présence à la réunion de parlementaires et de syndicats étudiants d'extrême droite, mais aussi la mauvaise foi gouvernementale pour mettre fin à ce dispositif laissant chaque année des dizaines de milliers de jeunes issus de milieux modestes sur le carreau. Les lycéen·nes, à l'origine de ce mouvement social sans précédent, appellent leurs troupes et les salarié·es à retourner dans la rue dès le samedi 14 novembre pour reconduire une contestation qui ne faiblit pas, tant la colère est grande.

Macron accompagne en toute conscience le basculement d'un capitalisme néolibéral vers sa version autoritaire et prédatrice. Dans cette entreprise, il peut compter sur la complicité du Rassemblement national.

Le gouvernement mime l'incompréhension, s'estimant généreux sur le smic et sur les demandes lycéennes. Il justifie la faiblesse des mesures par l'endettement record du pays, dont il est le principal responsable par ses cadeaux aux grandes entreprises et grandes fortunes, évalués à quelque 160 milliards annuels depuis dix ans. Autant de largesses qu'il n'entend pas remettre en cause. Syndicats et opposition de gauche dénoncent la déconnexion du pouvoir. Les deux se scandalisent de la répression brutale des manifestations et des blocages, ce que le gouvernement s'emploie à nier, malgré la multiplication des témoignages, des vidéos et des constats des organisations de protection des droits humains (lire page 6).

L'argument d'un pouvoir largué face aux réalités vécues par les Français·es ou aux bavures policières quotidiennes est de bonne guerre. Mais sans doute aussi est-il un peu trop facile. Car c'est volontairement que les gouvernements, pilotés depuis l'Élysée, mènent, depuis dix ans, leur politique de brutalisation sociale et de destruction des services publics, qu'ils entretiennent un climat de violence et institutionnalisent le racisme pour polariser la société afin de faire diversion. Macron accompagne en toute conscience le basculement d'un capitalisme néolibéral vers sa version autoritaire et prédatrice. Dans cette entreprise, il peut compter sur la complicité du Rassemblement national qui, à l'instar du « bloc central » et de la droite, vote systématiquement contre la revalorisation du pouvoir d'achat ou contre les mesures de justice sociale. C'est cruel et obscène.

REGARDS

31. Klimagipfel: In Grenzen halten **S. 4**
Manifestations en France : Encore la politique de la matraque **p. 6**
Biografie: Annemarie Schwarzenbach – Teil 2 **S. 8**
Roman „Dreiundsiebzig Quadratmeter": Zurück in den Mutterschoß **S. 11**

AGENDA

Wat ass lass? **S. 12**
Expo **S. 17**
Kino **S. 18**

Coverfoto: Léo-Paul Hoffmann



Im November präsentiert der Künstler und Grafiker Laurent Schmit eine Auswahl seiner humorvollen Collagen auf unseren Backcover. Das Interview dazu: woxx.eu/laurentschmit